

Gouvernance globale et utilisation des connaissances pour l'action : une revue de la portée interdisciplinaire des écrits

Amandine Fillol* et Valéry Ridde

RÉSUMÉ

Le contexte mondialisé offre des défis à l'étude des enjeux sociaux, notamment de pouvoir, impliqués dans la production, la valorisation et l'utilisation des connaissances pour les actions collectives de la gouvernance globale. Une revue de littérature interdisciplinaire suivant une démarche systématique (revue de la portée des écrits ou *scoping review*) a permis de recueillir les différentes approches en sciences sociales pour étudier les liens entre la gouvernance globale et les processus de production, de valorisation et d'utilisation des connaissances explicites pour les actions collectives dans un contexte mondialisé. Quatre façons d'étudier ce lien ont été recensées. En premier lieu, il y a l'angle d'observation des organisations internationales et de leur mode d'influence sur les discours, les pratiques et les façons de penser. En deuxième lieu, il y a la perspective des processus de confrontation des systèmes de connaissances des acteurs dans les débats ou actions collectives, et la question de la démocratie épistémique. En troisième lieu, la perspective des indicateurs quantitatifs (par ex. le pourcentage d'utilisation de la contraception moderne dans un pays) comme des « technologies de la gouvernance globale » permet d'observer que, sous le couvert d'objectiver des réalités sociales, ils reproduisent les structures de pouvoir de la gouvernance globale en rendant possible des mécanismes de surveillance à distance. En quatrième lieu, des auteurs décrivent plusieurs approches théoriques ou champs de recherche pour étudier l'utilisation des connaissances scientifiques (un type de connaissance explicite) dans les actions. Ces quatre approches mettent en avant l'importance des déterminants souples (*soft determinants*) et des enjeux de pouvoir implicites dans la production, la valorisation et l'utilisation des connaissances dans un contexte de gouvernance globale.

MOTS CLÉS : Interdisciplinarité, gouvernance globale, connaissances explicites, action collective.

MESSAGES CLÉS

- | Les connaissances étant des objets sociaux, les enjeux de pouvoir dans leur production, leur valorisation ou leur utilisation ne sont pas toujours visibles et conscients dans les processus d'action collective de la gouvernance globale.
- | La gouvernance souple (*soft governance*) est un mode de régulation utilisé par les organisations internationales qui leur permet, grâce à leur influence sur les discours et les pratiques, d'exercer un pouvoir dans la façon de penser et d'agir pour un enjeu collectif.
- | La démocratie épistémique permet de s'assurer de la prise en compte des différents systèmes de vérité (épistémè) et ainsi lutter contre les injustices sociales se traduisant lors de débats ou d'actions collectives.
- | Des indicateurs quantitatifs, en apparence objectifs, peuvent renforcer les relations de pouvoir déjà existantes entre acteurs.

1 | INTRODUCTION

La question de l'utilisation des connaissances explicites dans l'action politique a été institutionnalisée avec le mouvement d'action politique fondée sur les données probantes (*evidence-based policy making*) (Cookson, 2005; Sutcliffe et Court, 2005), puis le mouvement d'action politique informée par les données probantes (*evidence-informed policy making*) (Bonell et al., 2018; Oxman et al., 2009). Une distinction commune dans le champ du transfert des connaissances est la différence entre les connaissances tacites et les connaissances explicites. Les premières sont le plus souvent en lien avec les expériences des individus ou les compétences liées à la profession et concernent le fait de savoir "comment". Ces connaissances, de par leur nature, peuvent être controversées. Les deuxièmes sont des informations formelles, paramétrables, et souvent issues des études scientifiques, des rapports d'évaluation ou encore des systèmes d'informations administratifs, elles concernent plutôt le fait de savoir "quoi" (Connell et al., 2003). Ce sont les connaissances explicites qui nous intéressent, car nous nous situons dans le champ de la recherche sur le transfert de connaissances qui vise à améliorer les stratégies pour rendre plus accessibles les meilleures connaissances disponibles. Ainsi, l'aspect formalisable et transférable des connaissances explicites est le plus important dans notre approche.

Dès les années 2000, les chercheurs avaient émis des propositions pour améliorer l'information des actions politiques par les données probantes et notamment les connaissances explicites : augmenter les relations formelles et informelles entre les chercheurs et les politiques (Daniels et Lewin, 2008 ; Tomson et al., 2005), renforcer la diversité épistémologique dans la création des connaissances (Behague et al., 2009; Pang, 2007; Syed et Hyder, 2007) et surtout, rendre aussi systématique que possible la co-construction des connaissances¹ entre différents secteurs, disciplines et professions (McMichael et al., 2005; Pang, 2007). Dans le champ de la recherche sur le transfert de connaissances, ces conseils sont appliqués à travers la mise en place de diverses stratégies : dialogues et ateliers délibératifs (Mc Sween-Cadieux et al., 2018; Moat et al., 2014; Ridde et Dagenais, 2017), plateformes de transfert de connaissances (El-Jardali et al., 2012; Ongolo-Zogo et al., 2018), diffusion de notes de politiques (Dagenais et Ridde, 2018), communautés de pratiques. Si « gouverner par des faits » n'est pas nouveau (Bruno, 2015; Foucault, 1975), l'institutionnalisation transnationale d'une « rationalité » politique remet au goût du jour ce vieux problème (Bruno, 2015). Des craintes en rapport avec cette mondialisation du mouvement d'action politique informée par les données probantes ont été observées par des acteurs des États avec des ressources publiques limitées (Behague et al., 2009; Shroff et al., 2015). Il y a, entre autres, la peur d'être instrumentalisés, ou encore le manque de moyens de riposte face à des politiques soutenues au niveau international « considérées comme irréfutablement basées sur les preuves [...] et donc inaltérables » (Behague et al., 2009) (p.1540 ; Traduction libre). Le manque de capacités de recherches nationales est aussi évoqué, car, sous la pression internationale, elles pourraient être remplacées par des études « simples et globalement applicables » (Behague et al., 2009) (p.1540 ; Traduction libre), non pertinentes pour le contexte. Le mouvement d'action politique informée par les données probantes pourrait ainsi cacher la dynamique de pouvoir entre le national, le régional et le mondial en mettant l'accent sur un manque d'utilisation de la recherche perçu qui façonnerait l'action politique dans les pays aux ressources publiques limitées (DalGLISH et al., 2017). Mais ce mouvement ne

¹ Lorsque nous évoquons le terme « connaissances » sans précision, nous sous-entendons les connaissances explicites.

donnerait pas l'occasion de mettre en avant les différences fondamentales dans le rapport au savoir, et surtout les inégalités structurelles sous-jacentes aux productions et valorisations scientifiques (Sengupta, 2020).

Le concept de gouvernance globale

Le concept de « gouvernance globale » est apparu au début des années 1980 pour représenter l'évolution de la réalité des actions collectives à l'échelle supranationale. Les actions collectives peuvent être définies comme un ensemble d'engagements, de mobilisations, voire de débats et de négociations qui définissent et visent à servir des intérêts sociaux, et dans notre cas, dans une visée mondiale (Balme et Chabanet, 2002). Il peut s'agir par exemple de la mise en place des objectifs du développement durable ou bien de la mise en œuvre de la convention cadre de lutte contre le tabagisme. Le concept de gouvernance globale est utile pour désigner la nouvelle forme d'organisation mondiale caractérisée par la fin de la dichotomie traditionnelle entre les secteurs public et privé et l'importance des influences informelles dans la gestion des affaires collectives (Badie et Smouts, 1992; Rosenau *et al.*, 1992; Weiss, 2009). Il s'agit pour notre analyse d'une porte d'entrée conceptuelle pour aborder la question de la place des connaissances dans les actions collectives supranationales. Le concept de « gouvernance » est dérivé du terme « gouverner » (Kubernân en Grec) qui a originellement le sens de piloter un navire ou un char. Le verbe a été utilisé pour la première fois par Platon de façon métaphorique pour définir le fait de diriger les hommes. Par la suite, le mot gouvernance a plus ou moins été oublié jusqu'aux années 1970 (Pitseys, 2010). Ce sont des experts de la gestion d'entreprises qui ont remis ce terme à la mode dans les années 1970 en l'appliquant au secteur privé, d'abord dans le monde anglo-saxon, puis francophone. La gouvernance d'entreprise (*corporate governance*) était une manière de penser l'entreprise différemment, à partir des intérêts d'un ensemble d'acteurs, parties prenantes de l'entreprise (salariés, gestionnaires, actionnaires, etc.) (Pouch, 2005). Ce concept a ensuite été utilisé pour renforcer le fonctionnement des institutions publiques, notamment à travers le courant théorique de la nouvelle gestion publique (*new public management*), dans lequel le rôle de l'État est minimisé.

La remise en cause de la place et du rôle de l'État a ainsi également émergé dans les réflexions sur les relations internationales. Des acteurs de plus en plus nombreux et variés sont apparus sur la scène internationale, contestant le fait que les gouvernements seraient seuls responsables de la régulation des affaires publiques (Rosenau *et al.*, 1992). Dans les années 1990, deux façons de considérer la gouvernance globale ont coexisté. Tout d'abord, dans une vision plus normative, le rapport de la Banque mondiale « Gouvernance et développement » (World Bank, 1992), est cité comme référence par un nombre important de documents. Si la première phrase de ce rapport définit la gouvernance comme « la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays » (World Bank, 1992) (p. 1 ; Traduction libre) (définition largement utilisée aujourd'hui), le reste du rapport permet d'observer que la gouvernance est en fait conceptualisée comme un outil de transformation des sociétés du Sud (Hufty *et al.*, 2007). Les critères définis tels que la transparence, l'imputabilité, le renforcement du pouvoir d'agir, la prévention de la corruption font en fait appel à ce qui « devrait être », et non ce « qui est » (Hufty, 2010). Ensuite, dans une perspective plus analytique, le concept de gouvernance globale est utilisé comme un outil pour étudier les actions collectives dans une perspective supranationale. Il est défini de façon multidimensionnelle dans la littérature et peut être tant

un principe, qu'un cadre analytique, qu'une structure, qu'un processus ou qu'une arène. Dans cet article nous le considérons dans sa version la plus large : l'ensemble des structures, des acteurs, des relations et des processus qui orientent l'action collective au niveau supranational (Dodgson *et al.*, 2002; Weiss et Wilkinson, 2014).

Connaissances et gouvernance globale : une approche intégrée

Cette mutualisation de deux grands thèmes de recherche, gouvernance globale et connaissances, a montré son intérêt pour l'étude des déterminants sociaux de la santé par exemple, qui nécessite de sortir des approches mécaniques et linéaires qui ont longtemps caractérisé la santé publique (Plamondon et Pemberton, 2019). Quelle que soit la discipline, peu d'études ont été réalisées sur la façon dont la gouvernance globale peut influencer ou être influencée par les connaissances ou les activités liées aux connaissances. Il devient urgent de comprendre comment étudier les implications sociales de l'utilisation des connaissances explicites dans l'action collective, dans un contexte mondialisé. Cette revue s'inscrit ainsi dans un approfondissement de la connaissance des apports et des enjeux du mouvement d'action politique informée par les données probantes, grâce aux sciences sociales (Jacobson, 2007). Il s'agit de faire une revue de la portée interdisciplinaire des écrits scientifiques pour recenser les différentes approches permettant d'étudier l'influence mutuelle des connaissances et de la gouvernance globale. L'analyse présentée dans cet article a pour principal objectif de synthétiser un ensemble d'approches scientifiques permettant d'étudier les enjeux sociaux de l'utilisation des connaissances dans un contexte mondialisé, ouvrant ainsi la porte à d'autres approches que la perspective technocratique souvent critiquée dans le lien entre connaissances et action (Bruno, 2015; Cairney et Oliver, 2017; Fillol *et al.*, 2020; Parkhurst, 2017). Ainsi, il s'agit de présenter une série de définitions et de concepts mobilisés par les auteurs traitant de ces deux thèmes de recherche de façon concomitante afin d'offrir une base pour quiconque souhaite se lancer dans les recherches sur les implications sociales de la production, la valorisation ou l'utilisation des connaissances dans les décisions politiques dans une perspective supranationale.

2 | MÉTHODE

La méthode pour la revue de la littérature choisie est celle de la revue de portée, connue sous le terme de *scoping review*. Cette méthode est une démarche structurée et rigoureuse qui assure la répliquabilité de l'étude. Elle procède en cinq étapes systématiques (Arksey et O'Malley, 2005). L'analyse a une visée heuristique, c'est-à-dire qu'elle souhaite présenter les principales tendances décrites dans la littérature pour proposer une synthèse des thèmes prépondérants de façon interdisciplinaire.

Préciser la question de recherche

La question de recherche est la suivante : **Comment les chercheurs ont-ils étudié de façon conjointe la gouvernance globale et l'utilisation des connaissances explicites pour la décision ?**

Identifier les études pertinentes

La recherche a été réalisée en anglais dans les bases de données suivantes : Medline, Global health, Web of sciences, International bibliography of the social sciences, ERIC, Anthropology plus,

Communication abstracts, International political science abstracts, Library, information science and technology abstracts, Public administration abstracts. Deux concepts de base ont été choisis pour la recherche : gouvernance globale et connaissances. Nous avons en premier lieu cherché les mots clés relatifs aux connaissances, sans préciser l'aspect explicite puis nous avons restreint selon nos définitions dans les critères d'inclusion et d'exclusion. Les recherches ont également été réalisées en français dans CAIRN, Persée et Érudit. Plusieurs combinaisons des mots clés ont été cherchées: (*global governance or polycentric governance or multicentric governance or multilevel governance or international governance or transnational governance or supranational governance*) and (*knowledge or evidence or epistem* or scien* or research* or learn* or wisdom or information*). Le détail des recherches est disponible sur demande à la première auteure.

Sélectionner les études

Nous avons défini plusieurs critères d'inclusion :

- Le document analyse l'ensemble des structures, des relations et des processus qui orientent l'action collective au niveau supranational ou à des niveaux nationaux et/ou régionaux avec une influence et/ou un contexte supranational ; OU bien une institution influente à un niveau supranational ;
ET
- Le document traite soit du type de connaissances explicites (scientifique, expertise, etc.), soit d'une fonction (influence, oriente, etc.) ou alors d'une activité (production, valorisation, etc.) liée aux connaissances explicites ; OU il concerne une institution, groupe de personnes ou organisation productrice, disséminatrice ou utilisatrice de connaissances explicites ; OU concerne l'étude de l'objet connaissances (épistémologie).

Nous avons défini cinq critères d'exclusion :

- Le document ne contient pas une définition de la gouvernance globale ;
- Le document ne concerne aucun type de connaissances explicites, activités ou acteurs liés à des connaissances explicites ;
- Ni la gouvernance globale ni les connaissances explicites ne sont au centre de la problématique du document ;
- Le document traite du stockage des informations par une approche technique (internet, banque de données) ;
- Les textes ne sont pas disponibles en anglais ou en français.

Le détail du processus d'inclusion et d'exclusion est présenté en annexe (Annexe 1).

Extraire, collecter, analyser et rapporter les données

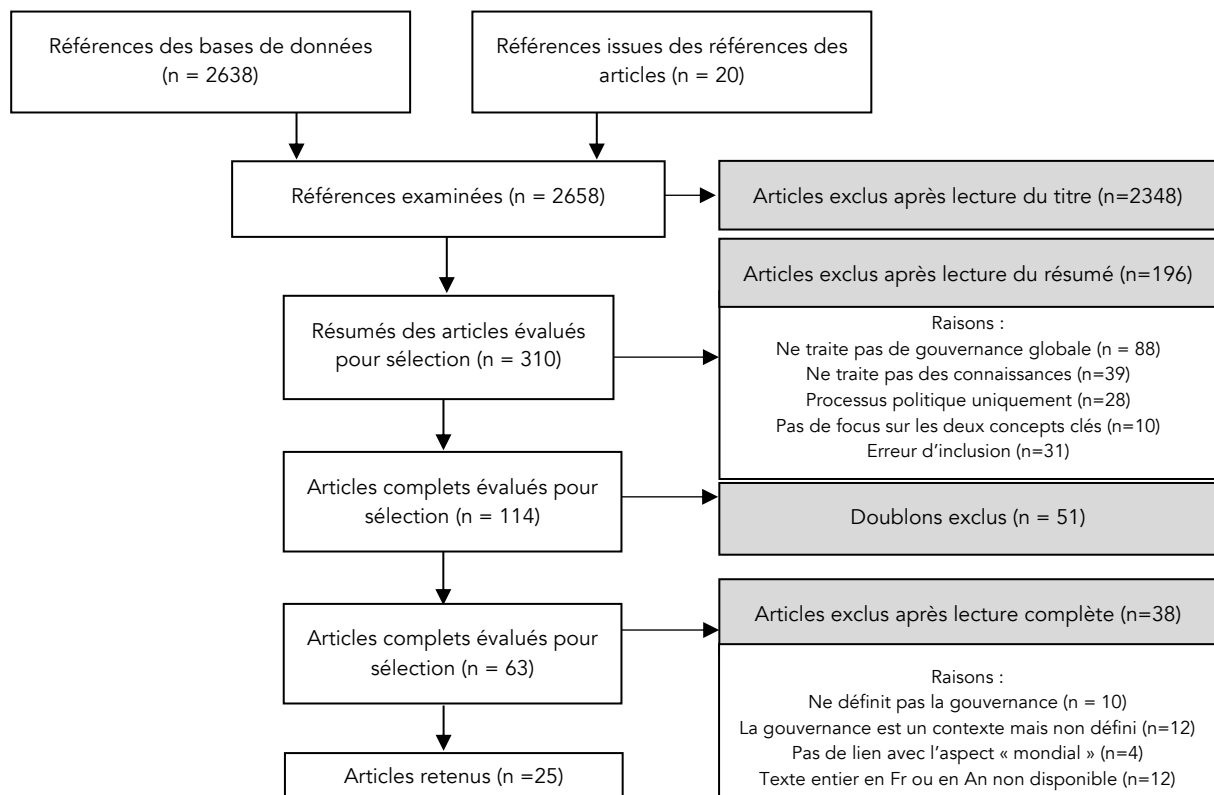
Les données ont été extraites grâce à une grille permettant de catégoriser plusieurs types d'informations : auteur, discipline, problématique, méthodes, concepts clés et leur définition, résultats. Nous avons recensé les définitions des concepts de gouvernance globale et de connaissances explicites utilisées par les auteurs ainsi que les concepts ou cadres conceptuels permettant d'étudier ces deux

concepts de façon conjointe. Pour analyser les données, nous avons catégorisé les textes en fonction de leur problématique. Cette catégorisation a permis de créer analytiquement quatre corpus de textes basés sur leur problématique : i) la place des organisations internationales, ii) les processus de confrontation des différents systèmes de connaissances dans les décisions et actions de la gouvernance globale, iii) les indicateurs pour mesurer les objectifs de la gouvernance globale, iv) les différents courants théoriques ou champs de recherche pour étudier l'utilisation des connaissances explicites dans les actions collectives. Chaque texte analysé ne fait partie que d'un corpus de textes, facilitant ainsi la description des tendances des liens conceptuels. Les résultats ne présentent donc que les méthodes et définitions présentées par les auteurs des études originales, et non pas une interprétation de notre part qui sera l'objet de la discussion de cet article.

3 | RÉSULTATS

La sélection a permis d'identifier 25 documents pour l'analyse (Figure 1). Tous les textes, excepté un, ont été écrits par des premiers auteurs et coauteurs faisant partie d'université canadienne, américaine ou européenne (majoritairement du Royaume-Uni). Il y a une auteure affiliée à l'Université des Émirats arabes unis. La majorité des auteurs sont des chercheurs en sciences sociales (sociologie, sciences politiques, anthropologie, sciences de l'éducation). La description de chaque texte est disponible en annexe (Annexe 2).

Figure 1 | Diagramme PRISMA



Définition des concepts et description de leurs liens

Les résultats présentent les quatre corpus de textes catégorisés à partir de l'élément central de leurs problématiques comme décrit plus haut.

Problématique 1 - Les organisations internationales : produire des connaissances ... et influencer les discours et les pratiques

Les problématiques de ce premier corpus de texte (Addey, 2017; Mahon et McBride, 2009; Miller, 2007; Morgan et Shahjahan, 2014; Sellar et Lingard, 2013; Zapp, 2017) interrogent le lien entre les organisations internationales et leur mode de gouvernance et/ou leur participation à la gouvernance globale. Il s'agit de comprendre comment ces organisations exercent une influence sur les discours, les pratiques, et les façons de penser les enjeux d'un secteur. La plupart de ces textes traitent du secteur de l'éducation. Les textes permettent d'observer comment les organisations internationales participent à créer des informations sur un phénomène social (notamment l'efficacité des systèmes éducatifs) en créant des programmes d'évaluation ou en créant des normes, par le biais de production, de valorisation et d'utilisation des connaissances. Pour analyser ce phénomène, les auteurs utilisent des concepts différents et complémentaires détaillés un à un ci-dessous et résumés dans le tableau 1.

Addey (2017) et Sellar et Lingard (2013) ont basé leur cadre conceptuel sur une typologie des modes ou fonctions de la gouvernance globale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ils utilisent le concept de « gouvernance infrastructurelle » qui est la création d'un système mondial composé de moyens techniques et matériels, et qui permet de comparer les données en matière d'éducation. Ils utilisent aussi le concept de « gouvernance épistémologique » qui est une influence de la réceptivité d'acteurs à des points de vue, en créant des opinions communes. Les auteurs étudient la manière dont l'OCDE met en œuvre ces deux modes de gouvernance à travers le déploiement international du programme d'évaluation des systèmes éducatifs du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Zapp (2017) évoque la gouvernance épistémique de la Banque mondiale. Il s'agit de la production, de la valorisation et de l'utilisation des connaissances pertinentes pour la politique. Elle réfère aux structures collectives et culturelles qui façonnent les activités liées aux connaissances au sein de la Banque mondiale. Cette gouvernance influence ainsi les discours globaux sur l'éducation. Elle est décrite comme un mécanisme de gouvernance souple (*soft governance*) dans la mesure où il s'agit d'une influence normative et non réglementaire.

Mahon et McBride (2009) parlent de « mécanismes de régulation » ou de « modes de régulation » de la gouvernance globale à partir de l'exemple de deux modes déployés par l'OCDE : le mode de régulation « engagé » (*inquisitive*) et « abstrait » (*meditative*). La première est la surveillance et l'observation des actions des États. Il s'agit, entre autres, de l'organisation des examens par les pairs qui impliquent l'audit, la comparaison, le classement, ou encore la création de points de repères communs. La deuxième est principalement conçue comme des discussions organisées entre experts sur la meilleure manière de faire quelque chose, pouvant participer à la construction des paradigmes qui façonnent les choix politiques.

Enfin, Miller (2007) fait une analyse générale des organisations internationales spécialisées dans les connaissances et la manière dont elles produisent, valorisent, légitiment certains types de connaissances. Il décrit les mécanismes par lesquels les institutions internationales contribuent à « l'ordre épistémique », c'est-à-dire à la manière dont les connaissances sont créées, produites et comment elles participent à une vision du monde en façonnant les bases conceptuelles sous-jacentes à la définition des phénomènes sociaux. Ces mécanismes sont la définition des normes de connaissances internationales, la création des « objets globaux » (*global kind*) et la construction des espaces de délibération (Miller, 2007). Ainsi, les auteurs analysent l'influence informelle des organisations internationales par le biais de la production, de la valorisation et de l'utilisation des connaissances. Ils décrivent l'influence qu'exercent les organisations internationales de manière souple (*soft*), c'est-à-dire en favorisant, par le financement de projets mais aussi par les discours et l'instauration de normes, certaines connaissances par rapport à d'autres.

Tableau 1 | Synthèse des idées et concepts développés par les auteurs (organisations internationales)

Définitions ou conceptualisations de la gouvernance globale	Concepts mobilisés pour relier les connaissances et la gouvernance globale	
	Noms des concepts	Définition des concepts
Typologie des modes de gouvernance de l'OCDE : processus qui étend les valeurs et opinions de l'OCDE dans l'organisation globale (Addey, 2017; Sellar et Lingard, 2013)	Gouvernance infrastructurelle de l'OCDE	Création d'un système mondial comportant des composants matériels et techniques pour créer des données
	Gouvernance épistémologique de l'OCDE	Mélange de gouvernance cognitive et normative qui est une influence sur les opinions, les valeurs, les pensées
Mécanismes de gouvernance de la Banque mondiale (Zapp, 2017) : processus qui étend les conceptions de la Banque mondiale en éducation dans les discours et pratiques globales	Gouvernance épistémique de la Banque mondiale	Gestion des activités de production, de traitement, de diffusion et d'utilisation des connaissances qui influencent les discours et pratiques dans l'éducation
Mécanismes de régulation de l'OCDE : procédés spécifiques qui ont été étendus dans les autres organisations de la gouvernance globale (Mahon et McBride, 2009)	Mécanisme de régulation « engagé »	Examens par les pairs impliquant des comparaisons, notations, classifications
	Mécanisme de régulation « abstrait »	Discussions, débats et espaces de décisions pour décider des chemins à suivre
Gouvernance globale : gouverner et prendre en compte les enjeux de pouvoir des organisations internationales (Miller, 2007)	Ordre épistémique	La manière dont les connaissances sont créées et les façonnements conceptuels sous-jacents à la définition des phénomènes sociaux
	Normes de connaissances internationales	Règles pour modeler et surveiller les systèmes mondiaux et pour déployer les données probantes dans les débats politiques mondiaux
	Faire les objets globaux (Making global kinds)	Faire naître de nouveaux cadres, classifications qui façonnent les fondements conceptuels des délibérations globales

Problématique 2 - Les décisions de la gouvernance globale : entre orientation des connaissances et (faible) démocratie épistémique

Les textes de ce corpus ont pour problématique centrale les différents acteurs dans la production, la valorisation et l'utilisation des connaissances et leur rôle dans les processus de prise de décisions ou de mise en œuvre d'actions dans la gouvernance globale. Pour analyser ce phénomène, les auteurs utilisent des concepts différents et complémentaires détaillés dans le paragraphe ci-dessous et résumés dans un deuxième tableau (Tableau 2).

Des auteurs identifient plusieurs catégories d'acteurs participant aux activités de production, de valorisation ou d'utilisation des connaissances : les décideurs politiques, les communautés épistémiques, les experts (Bain *et al.*, 2010; Lee, 2009; Rousselin, 2016). Chacun est guidé par des intérêts, et met en place des stratégies pour y répondre, de la même manière que les organisations internationales, comme nous l'avons vu dans la première section de ces résultats. Les connaissances, même explicites, ne sont pas objectives. Elles révèlent des enjeux de pouvoir même dans les processus de coproduction, c'est-à-dire lorsque les acteurs de la sphère scientifique travaillent avec les acteurs de la sphère politique (Allan, 2017). Parfois, c'est un processus volontaire. Par exemple, Heimer (2018) étudie comment les acteurs peuvent orienter et mettre en avant certaines informations dans la diffusion par les médias dans des contextes d'urgence sanitaire afin de répondre à des intérêts politiques et stratégiques des décideurs. Elle utilise pour cette étude le concept des « ordonnances de diffusion des informations ». Dans d'autres cas, l'utilisation des connaissances pour répondre à des intérêts ne sont pas des processus conscients et volontaires. En effet, les connaissances peuvent être étudiées comme des objets faisant partie de systèmes de valeurs, de normes sociales. Chan (2007) analyse la manière dont les différentes « épistémès », définies comme des systèmes de vérités propres à chaque acteur ou groupe d'acteurs, et ici propres aux institutions, se confrontent lors d'un débat collectif ou d'une prise de décisions entre plusieurs acteurs. Pour Adler et Bernstein (2004), ces confrontations reflètent les « habitus », au sens de Bourdieu, des individus et des groupes en matière de légitimation des connaissances, c'est-à-dire la manière d'être, les pensées ou les comportements acquis durant la socialisation et conditionnés par l'appartenance sociale, celles-ci étant constitutives des systèmes de vérité de chacun. Les connaissances sont ainsi des constructions sociales révélant des enjeux de pouvoir ancrés dans les structures sociales souvent non conscientisés par les individus.

Dans la gouvernance globale, Stevenson (2016) décrit que ce sont les connaissances des groupes d'individus dominant économiquement qui prédominent dans les débats collectifs. Par exemple, les discours visant à proposer des solutions pour lutter contre le changement climatique remettent peu en cause le système économique dominant et la gouvernance basée sur le marché et l'industrialisation (Stevenson, 2016). Lors d'une discussion collective, une certaine « validité épistémique » est attribuée aux connaissances (Adler et Bernstein, 2004). Il s'agit de la validation de connaissances à partir de croyances idéologiques, d'idées et de normes consensuelles, souvent définies par les acteurs les plus influents. Pour Stevenson, la gouvernance globale souffre d'un manque de diversité cognitive et épistémique. Pour réaliser une réelle « démocratie épistémique », il faudrait non pas augmenter le nombre de voix sur la scène globale mais également s'assurer de la diversité de ces voix

(Stevenson, 2016), incluant celle des citoyens (Jasanoff, 2013). Les réseaux sociaux sont décrits comme importants pour renverser les rapports de pouvoir dans la valorisation et l'utilisation des connaissances pour les décisions, mais cela ne semble pas encore tout à fait suffisant pour une réelle démocratie épistémique (Padovani et Pavan, 2016).

Si de nombreuses catégories d'acteurs participent aux débats et aux décisions de la gouvernance globale, de nombreux enjeux de pouvoir sont observés. Parfois, ces enjeux sont illustrés par des actions volontaires des acteurs, comme diffuser des informations de façon à servir des intérêts politiques. Parfois, ces enjeux sont moins visibles. La notion « d'épistémè » et les adjectifs s'y rattachant permettent de comprendre que les connaissances sont ancrées dans les structurations sociales et que la confrontation des différents systèmes de connaissances sous-tend une confrontation d'acteurs de différentes classes sociales.

Tableau 2 | Synthèse des idées et concepts développés par les auteurs (décisions et connaissances)

Définitions ou conceptualisations de la gouvernance globale	Concepts mobilisés pour relier les connaissances et la gouvernance globale	
	Noms des concepts	Définition des concepts
Place des systèmes de connaissances dans les décisions de la gouvernance globale		
Réformes de la gouvernance globale par les institutions internationales (Chan, 2007)	Contestation des épistémès	Différents systèmes de vérités des acteurs basés entre autres sur les connaissances
Ordonner les choses, le pouvoir dans la gouvernance globale (Adler et Bernstein, 2004)	Épistémès	Réfère à la « bulle » dans laquelle chaque personne arrive dans la vie, la manière dont ils construisent leur réalité, la compréhension des choses, leurs croyances normatives, leur identité et leur rapport aux autres (lié à « l'habitus »)
	Validité épistémique	Connaissances légitimées, considérées comme valides pour une collectivité de sujets (normes acceptées, connaissances consensuelles, croyances idéologiques). Liées à l'autorité des acteurs qui promulguent les connaissances et dominent la gouvernance globale
Système de règles, de structures et de processus qui façonnent les problèmes et les solutions collectives (Stevenson, 2016)	Démocratie épistémique	Diversité de parties prenantes sur le plan social et culturel participant aux productions, légitimation, validation et utilisation des connaissances pour les décisions

Problématique 3 | Les « technologies » de la gouvernance globale : un ensemble de techniques pour mesurer, comparer et surveiller à distance

Le corpus de texte présenté dans cette section traite des techniques de quantification et plus spécifiquement des indicateurs quantitatifs utilisés pour traduire des phénomènes sociaux en entités comparables entre les différents pays. Il s'agit par exemple du programme PISA ou des objectifs du développement durable qui utilisent des cibles dont l'atteinte est définie en fonction d'indicateurs quantitatifs (pourcentage de scolarisation, pourcentage d'utilisation de la contraception moderne, etc.).

Le lien entre gouvernance globale et connaissances, ici les indicateurs quantitatifs, est analysé à travers le concept de « technologie de la gouvernance ». Ces technologies sont définies dans le sens des « technologies du pouvoir » de Michel Foucault, c'est-à-dire qu'il s'agit de procédés créés à partir d'un ensemble de techniques (ici les outils visant à quantifier la réalité sociale) qui influencent les relations de pouvoir entre les parties prenantes de la gouvernance globale. L'idée défendue par les auteurs est que les indicateurs sont créés pour traduire des phénomènes sociaux en entités objectives et comparables au niveau mondial ; ces indicateurs étant utilisés pour délibérer ou prendre des décisions (Davis *et al.*, 2012; Löwenheim, 2008; Muhlen-Schulte, 2012). Löwenheim (2008) critique spécifiquement la définition de la gouvernance globale comme un ensemble de normes préétablies par des acteurs dominants que doivent atteindre l'ensemble des pays du monde. Les indicateurs peuvent influencer les processus par lesquels les normes sont définies et opérationnalisées. Selon Huelss (Huelss, 2017), les indicateurs quantitatifs permettent d'opérationnaliser, de mettre en œuvre les normes de la gouvernance globale qui sont définies comme des objectifs à atteindre tels que l'égalité homme-femme, toujours définis par des acteurs de la scène mondiale dominants (Merry, 2016). Trois des textes de ce corpus s'appuient sur la théorie de la gouvernementalité définie comme « l'ensemble formé par les institutions, les procédures, les analyses et réflexions, les calculs et les tactiques, qui permettent l'exercice de ce pouvoir très spécifique, bien que complexe, qui a la population pour cible, l'économie politique comme sa principale forme de connaissance, et les appareils de sécurité comme ses instruments techniques essentiels » (Foucault cité par (Huelss, 2017)) (p.387 ; Traduction libre). Dans le cas des indicateurs, les auteurs (Huelss, 2017; Löwenheim, 2008; Muhlen-Schulte, 2012) postulent que ces derniers font partie d'un système d'examen qui mesure, compare, établit des normes tout en établissant et en réaffirmant les structures de pouvoir déjà existantes dans le système mondial dominées par le marché.

Problématique 4 - Les différentes approches de l'étude des connaissances dans la gouvernance globale : d'une approche positiviste à une approche critique

Ce dernier corpus de textes décrit des courants théoriques ou des champs de recherche différents pour étudier l'utilisation des connaissances scientifiques, qui sont une catégorie de connaissances explicites, dans la gouvernance globale (Kamradt-Scott, 2012; Legrand et Stone, 2018; Plamondon et Pemberton, 2019; Quark, 2012). Plamondon et Pemberton (2019), Kamradt-Scott (2012) et Legrand et Stone (2018) évoquent trois processus qui encouragent l'utilisation des connaissances scientifiques dans les décisions ou actions sanitaires : le mouvement de la « médecine basée sur les données probantes » (*evidence-*

medecine), le « transfert de connaissances intégré » et la « diplomatie scientifique ». Le mouvement de médecine basée sur les données probantes, qui a donné lieu au mouvement de décision politique informée par les données probantes, encourage à utiliser les données probantes pour orienter des décisions. Le transfert de connaissances est un processus de plus en plus développé pour rapprocher les milieux de production des connaissances et les milieux de décision politique. Le transfert de connaissances intégré vise à définir des stratégies pour rassembler des perspectives diverses afin de comprendre et répondre aux problèmes par des processus de production et de travail autour de connaissances. La diplomatie scientifique est un type de coopération scientifique entre les nations. Ces trois approches sont ancrées dans des disciplines et intérêts différents. Alors que le mouvement de la médecine basée sur les données probantes vise à améliorer les pratiques médicales, le transfert de connaissances vise davantage à améliorer les processus de partage, de dissémination et d'échange des connaissances entre les parties prenantes grâce à des stratégies spécifiques. La diplomatie scientifique est beaucoup plus spécifique dans la mesure où elle s'intéresse à l'aspect politique des connaissances dans le cadre international.

Quark (2012) utilise trois approches théoriques pour étudier la « scientisation » des décisions, un processus à visée moins normative qu'explicative : l'approche de la politique mondiale (*world polity approach*), l'approche des systèmes mondiaux (*world-systems approach*) et la sociologie politique des sciences (*political sociology of science*). La première consiste à penser que les connaissances scientifiques sont objectives, neutres et des bases légitimes pour les décisions politiques. La deuxième consiste à remettre en cause cette première vision en attribuant à la culture scientifique les mêmes problèmes de structuration en matière de pouvoir et d'inégalité. Ainsi, les connaissances scientifiques sont dites universelles alors qu'elles reflètent un monde occidental-centré. La sociologie politique des sciences permet une approche plus fine de l'analyse de la manière dont le pouvoir prend place à travers la science (Quark, 2012).

4 | DISCUSSION

Cette revue de portée des écrits a permis d'identifier quatre approches pour étudier les liens entre la gouvernance globale et les connaissances. Premièrement, à travers la gouvernance des organisations internationales, dans laquelle les connaissances influencent les pensées, les valeurs, les discours et les pratiques. Les activités de production, de valorisation et d'utilisation des connaissances donnent la possibilité aux organisations de définir ce qui compte pour un domaine. Elles sont des lieux, au sens symbolique, privilégiés pour créer, orienter des débats et des discussions sur un sujet. Deuxièmement, les autres acteurs de la gouvernance globale tels que les experts et les gouvernements ont des rôles dans la valorisation et l'utilisation des connaissances. Des enjeux de pouvoir entre ces derniers existent lorsque les différents systèmes de connaissances sont confrontés au sein de débats ou de décisions collectives. Ces enjeux sont souvent non conscientisés car ils sont ancrés dans les structures sociales, c'est-à-dire que les confrontations peuvent donner lieu à l'écrasement d'un système de connaissances par un autre, et la démocratie épistémique se trouve réduite. Troisièmement, à travers la définition des phénomènes ou objectifs de la gouvernance globale, des auteurs étudient le processus de production et d'utilisation des indicateurs quantitatifs. Ils peuvent renforcer des formes de pouvoir existantes dans

la gouvernance globale. Pour finir, des auteurs ont proposé différentes approches théoriques ou champs de recherche pour étudier la place que peuvent avoir les connaissances scientifiques (qui font partie des connaissances explicites) dans les actions collectives. À partir de ces résultats, nous allons discuter deux points : i) la difficulté à travailler sur le terme de gouvernance globale dans une perspective interdisciplinaire malgré sa pertinence pragmatique, ii) l'importance des déterminants souples (*soft*) dans les activités de production, de valorisation et d'utilisation des connaissances.

La définition de la gouvernance globale et les difficultés de l'interdisciplinarité

Malgré l'analyse, il n'a pas été possible de proposer une définition de la gouvernance globale par catégorie de problématique. Pourtant, dans notre conception, ce concept est utile, car il permet de regrouper plusieurs thèmes comme les enjeux de pouvoir, la diversité des acteurs, le niveau supranational, les acteurs hybrides. Toutefois, sa définition est galvaudée car « il y a presque autant d'idées de la gouvernance qu'il y a de chercheurs dans le domaine » (Björk et Johansson, 2001). Certains auteurs ont tenté de créer une théorie de la gouvernance, sans que cela soit réussi, comme ils l'expliquent eux-mêmes (Rhodes, 2007; Stoker, 1998). La profusion de sens donnés à ce concept n'est pas forcément négative, elle révèle seulement la complexité du monde dans lequel nous évoluons, à la fois en tant que citoyen qu'en tant que chercheur. Il n'est tout simplement pas possible de proposer une définition consensuelle, surtout dans une perspective interdisciplinaire. Toutefois, nous observons dans les résultats que la définition normative de la gouvernance globale est la plupart du temps remise en question au profit de sa version analytique. Plutôt que de chercher à rassembler les attributs de la gouvernance dans une définition unique, il pourrait être plus pertinent de choisir un attribut et de l'étudier en détail. Par exemple, il est possible de travailler spécifiquement sur les acteurs de la gouvernance globale (les organisations internationales, les gouvernements, les communautés épistémiques, etc.), ou bien sur les décisions dans un système polycentrique, ou encore sur les normes collectives de la gouvernance globale, tout en considérant la présence des autres attributs. En effet, ce concept est pertinent afin d'appréhender un ensemble de composants de l'action publique qui caractérisent l'évolution de celle-ci depuis la fin de la seconde guerre mondiale (Bénichi, 2006; Graz, 2013; Pinson, 2015; Weiss et Wilkinson, 2014). Alors que l'interdisciplinarité est très valorisée aujourd'hui, notamment dans les disciplines visant à lier la production de connaissances à l'action, en pratique, le processus présente des embûches. En effet, penser le lien entre des méthodes et des concepts sans perdre la substance de chaque approche, ou sans heurter la tradition disciplinaire ou théorique dans laquelle s'ancre un auteur (MacLeod et Nagatsu, 2018; Nature, 2017), est parfois impossible.

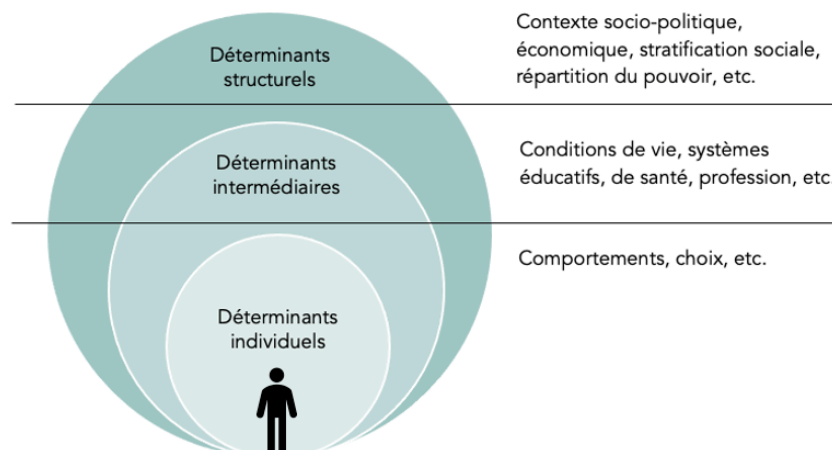
Il faut également prendre en compte l'influence de sa propre discipline et la formation de sa cognition par rapport aux normes de sa discipline d'origine. Par exemple, d'un point de vue de la santé publique, les cadres conceptuels et méthodes en sciences de l'éducation sont plus faciles à comprendre que les raisonnements sociologiques. Toutefois, il est absolument nécessaire, dans une période où les connaissances scientifiques sont de plus en plus nombreuses, de multiplier les ponts entre les disciplines et les approches théoriques afin d'éviter les redondances et d'enrichir la vision d'origine des sujets de recherche, quelle que soit la discipline.

L'utilisation des connaissances pour les politiques : tenir compte des déterminants invisibles

Comme nous l'avons vu, les connaissances explicites, scientifiques ou non, peuvent véhiculer des valeurs, des normes servant les intérêts des acteurs, individuels ou collectifs. On parle ainsi d'utilisation persuasive ou stratégique des connaissances (Beyer et Trice, 1982), ou, dans le domaine des sciences politiques, de la politisation des connaissances (Boussaguet *et al.*, 2019; Maroy et Mangez, 2008), c'est-à-dire que des acteurs peuvent utiliser des connaissances pour argumenter une décision en fonction de leurs propres orientations normatives ou politiques préexistantes (Gautier *et al.*, 2019; Maroy et Mangez, 2008). De nombreux travaux montrent la mince frontière entre *evidence-based policy* et *policy-based evidence* (Behague *et al.*, 2009; Marmot, 2004; Oliver et Pearce, 2017; Parkhurst, 2017). En santé publique, par exemple, les connaissances scientifiques peuvent être ancrées dans des valeurs politico-sociales différentes. Très récemment, la crise du COVID-19 nous a rappelé que le choix des traitements, des interventions, voire des choix dans les seuils statistiques pour les essais cliniques étaient dépendants des choix politiques. Mais, cela avait déjà été observé avec les choix pour réduire le tabagisme et la consommation d'alcool (Sparks, 2010; Weishaar *et al.*, 2012). Les stratégies nationales diffèrent selon les considérations économiques et la place faite à la justice sociale (hausse des prix, éducation des populations, interdictions, incitations, etc.) (Marmot, 2004). Van Olmen *et al.* (2012) ont également montré, à travers l'étude des différentes conceptualisations des systèmes de santé à travers les époques, leurs dépendances aux différents agendas institutionnels et sociopolitiques.

Les raisonnements et les choix qui mènent à la production, la valorisation et l'utilisation de certaines connaissances sont complexes. Ils sont imbriqués dans des déterminants de différents niveaux, plus ou moins proches des décisions individuelles à la manière des déterminants sociaux de la santé qui sont souvent classés en trois catégories : les déterminants individuels, intermédiaires et structurels (CSDH, 2008) (Figure 2). Ce que les différentes approches relevées dans l'étude de portée des écrits nous ont permis d'observer, c'est que les processus de production, de valorisation et d'utilisation des connaissances sont souvent influencés par les contextes, les normes, la stratification sociale, qui font plutôt partie des déterminants structurels et donc peu visibles ou formalisables.

Figure 2 | Modèle de déterminants imbriqués



Par exemple, la légitimation des connaissances explicites est moins guidée par des critères de qualité que par un système de valorisation de certaines connaissances par rapport à d'autres (Bourdieu, 1979; Engebretsen et Heggen, 2015; Shiffman, 2014, 2015) ; cette valorisation pouvant être parfois guidée par l'influence du marché. Les solutions médicamenteuses commercialisées par les industries pharmaceutiques ont, par exemple, depuis longtemps pris le dessus sur les interventions qui souhaitent agir sur les conditions de vie et le renforcement des systèmes de santé (Yoon, 2010) ou les traitements dits « traditionnels », surtout en situation d'urgence. Mais cette valorisation est parfois guidée par d'autres déterminants. Par exemple, le fait que les auteurs recensés dans cette revue de la portée des écrits soit en grande majorité anglophones et issus de pays à hauts revenus est symptomatique d'une fracture sociale dans la production des connaissances. Les sujets de recherche ayant le plus de chance d'être financés répondent à des intérêts définis par des acteurs appartenant aux mêmes classes sociales (Engebretsen et Heggen, 2015; Shiffman, 2014). Il peut être pertinent de s'intéresser à la manière dont les projets de recherche sont soumis à des processus de validité ou de légitimité épistémique et comment les chercheurs y participent.

5 | CONCLUSION

Les processus de production, de valorisation et d'utilisation des connaissances dans les actions collectives de la gouvernance globale sont influencés par des déterminants dits souples (*soft*), pas toujours observables. Ils ne sont ni seulement individuels ni seulement collectifs, ils sont un mélange de structures et de comportements des individus (Shiffman, 2015). L'étude de l'interaction de ces déterminants pourrait être bénéfique pour améliorer les approches et l'efficacité de l'utilisation des données probantes pour les décisions collectives.

AFFILIATION DES AUTEURS

Amandine Fillol

École de Santé Publique de l'Université de Montréal (ESPUM) | Université de Montréal

Valéry Ridde

CEPED | Institut de recherche pour le développement et Université de Paris

FINANCEMENT

Cette revue de portée a été réalisée dans le cadre de la thèse de doctorat en santé mondiale d'Amandine Fillol, sous la supervision de Valéry Ridde. Cette étude n'a bénéficié d'aucun financement.

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier vivement Julie Desnoyers, professionnelle de l'information de l'équipe RENARD spécialisée dans la recherche sur le transfert de connaissances, et Stéphanie Degroote pour leurs aides précieuses sur les techniques de recherche documentaires. Nous remercions également Marie Detemple et Marie-Pier Larose, pour leurs relectures et conseils avisés.

BIBLIOGRAPHIE

- Addey, C. (2017). Golden Relics & Historical Standards: How the OECD is Expanding Global Education Governance through PISA for Development. *Critical Studies in Education*, 58(3), 311–325. <http://dx.doi.org/10.1080/17508487.2017.1352006>
- Adler, E. et Bernstein, S. (2004). Knowledge in power: The epistemic construction of global governance. Dans M. Barnett et R. Duvall, *Power in Global Governance* (pp.294–318). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511491207.013>
- Allan, B. (2017). Producing the Climate: States, Scientists, and the Constitution of Global Governance Objects. *International Organization*, 71(1), 131–162. <https://doi.org/10.1017/S0020818316000321>
- Arksey, H. et O'Malley, L. (2005). Scoping studies: Towards a methodological framework. *International Journal of Social Research Methodology*, 8(1), 19–32.
- Atlani-Duault, L. et Vidal, L. (2013). Le moment de la santé globale. *Revue Tiers Monde*, 215(3), 7–16.
- Badie, B. et Smouts, M.-C. (1992). *Le retournement du monde : Sociologie de la scène internationale*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Bain, C., Ransom, E. et Worosz, M. R. (2010). Constructing credibility: Using technoscience to legitimate strategies in agrifood governance. (Special Issue: Theorizing the global agrifood system: contributions of the Michigan School of Agrifood Studies in Global Governance and Technoscience.). *Journal of Rural Social Sciences*, 25(3), 160–192.
- Balme, R. et Chabanet, D. (2002). Introduction: Action collective et gouvernance de l'Union européenne. Dans R. Balme, *L'action collective en Europe. Collective Action in Europe* (pp. 21-120). Presses de Sciences Po.
- Behague, D., Tawiah, C., Rosato, M., Some, T. et Morrison, J. (2009). Evidence-based policymaking: The implications of globally-applicable research for context-specific problem-solving in developing countries. *Social Science & Medicine*, 69(10), 1539–1546. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2009.08.006>
- Bénichi, R. (2006). *Histoire de la mondialisation* (2^e éd.). Vuibert.
- Beyer, J. M. et Trice, H. M. (1982). The Utilization Process: A Conceptual Framework and Synthesis of Empirical Findings. *Administrative Science Quarterly*, 27(4), 591–622. <https://doi.org/10.2307/2392533>
- Björk, P. G. et Johansson, H. S. H. (2001). Towards governance theory: In search for a common ground. *IPSA Papers*.
- Bonell, C., Meiksin, R., Mays, N., Petticrew, M. et McKee, M. (2018). Defending evidence informed policy making from ideological attack. *BMJ*, 362. <https://doi.org/10.1136/bmj.k3827>
- Bourdieu, P. (1979). *La Distinction : Critique sociale du jugement*. Les Éditions de Minuit.

- Bruno, I. (2015). Défaire l'arbitraire des faits. De l'art de gouverner (et de résister) par les « données probantes ». *Revue Française de Socio-Économie, Hors-série (2)*, 213–227.
- Cairney, P. et Oliver, K. (2017). Evidence-based policymaking is not like evidence-based medicine, so how far should you go to bridge the divide between evidence and policy? *Health Research Policy and Systems*, 15, 35. <https://doi.org/10.1186/s12961-017-0192-x>
- Chan, J. (2007). Between efficiency, capability and recognition: Competing epistemes in global governance reforms. *Comparative Education*, 43(3), 359–376. <http://dx.doi.org/10.1080/03050060701556307>
- Connell, N. a. D., Klein, J. H. et Powell, P. L. (2003). It's tacit knowledge but not as we know it: Redirecting the search for knowledge. *Journal of the Operational Research Society*, 54(2), 140–152. <https://doi.org/10.1057/palgrave.jors.2601444>
- Cookson, R. (2005). Evidence-based policy making in health care: What it is and what it isn't. *Journal of Health Services Research & Policy*, 10(2), 118–121. <https://doi.org/10.1258/1355819053559083>
- CSDH (2008). Closing the gap in a generation: health equity through action on the social determinants of health. Final Report of the Commission on Social Determinants of Health. World Health Organization.
- Dagenais, C. et Ridde, V. (2018). Policy brief as a knowledge transfer tool: To “make a splash”, your policy brief must first be read. *Gaceta Sanitaria*, 32 (3). <https://doi.org/10.1016/j.gaceta.2018.02.003>
- DalGLISH, S. L., Rodriguez, D. C., Harouna, A. et Surkan, P. J. (2017). Knowledge and power in policy-making for child survival in Niger. *Social Science & Medicine*, 150–157. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2017.01.056>
- Daniels, K. et Lewin, S. (2008). Translating research into maternal health care policy: A qualitative case study of the use of evidence in policies for the treatment of eclampsia and pre-eclampsia in South Africa. *Health Research Policy and Systems*, 6(12).
- Davis, K. E., Kingsbury, B. et Merry, S. E. (2012). Indicators as a Technology of Global Governance. *Law & Society Review*, 46(1), 71–104. <https://doi.org/10.1111/j.1540-5893.2012.00473.x>
- Dodgson, R., Lee, K. et Drager, N. (2002). Global health governance. A conceptual review. WHO, London school of hygiene and tropical medicine.
- El-Jardali, F., Ataya, N., Jamal, D. et Jaafar, M. (2012). A multi-faceted approach to promote knowledge translation platforms in eastern Mediterranean countries: Climate for evidence-informed policy. *Health Research Policy and Systems*, 10, 15. <https://doi.org/10.1186/1478-4505-10-15>
- Engelbrechtsen, E., et Heggen, K. (2015). Powerful concepts in global health Comment on “Knowledge, moral claims and the exercise of power in global health”. *International Journal of Health Policy and Management*, 4(2), 115–117. <https://doi.org/10.15171/ijhpm.2015.19>
- Fillol, A., Kadio, K., et Gautier, L. (2020). L'utilisation des connaissances pour informer des politiques publiques: d'une prescription technocratique internationale à la réalité politique des terrains. *Revue française des affaires sociales*, (4), 103-127.

- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir*. Éditions Gallimard, Paris. 318 pages.
- Gautier, L., De Allegri, M. et Ridde, V. (2019). How is the discourse of performance-based financing shaped at the global level? A poststructural analysis. *Globalization and Health*, 15(1), 6.
- Graz, J.-C. (2013). *La gouvernance de la mondialisation*. Éditions La découverte, Paris. 128 pages
- Heimer, C. A. (2018). The uses of disorder in negotiated information orders: Information leveraging and changing norms in global public health governance. *The British Journal of Sociology*, 69(4). <http://dx.doi.org/10.1111/1468-4446.12495>
- Huelss, H. (2017). After decision-making: The operationalization of norms in International Relations. *International Theory*, 9(3), 381–409. <http://dx.doi.org/10.1017/S1752971917000069>
- Jacobson, N. (2007). Social Epistemology: Theory for the “Fourth Wave” of Knowledge Transfer and Exchange Research. *Science Communication*, 29(1), 116–127.
- Jasanoff, S. (2013). Epistemic subsidiarity—Coexistence, cosmopolitanism, constitutionalism. *European Journal of Risk Regulation*, 4(2), 133–142.
- Kamradt-Scott, A. (2012). Evidence-based medicine and the governance of pandemic influenza. *Global Public Health*, 7(Supp.2), S111–S126.
- Lee, R. P. (2009). Agri-food governance and expertise: The production of international food standards. *Sociologia Ruralis*, 49(4), 415. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-9523.2009.00493.x>
- Legrand, T. et Stone, D. (2018). Science diplomacy and transnational governance impact. *British Politics*, 13(3), 392–408.
- Löwenheim, O. (2008). Examining the state: A Foucauldian perspective on international “governance indicators”. *Third World Quarterly*, 29(2), 255–274. <http://dx.doi.org/10.1080/01436590701806814>
- MacLeod, M. et Nagatsu, M. (2018). What does interdisciplinarity look like in practice: Mapping interdisciplinarity and its limits in the environmental sciences. *Studies in History and Philosophy of Science*, 67, 74–84.
- Mahon, R. et McBride, S. (2009). Standardizing and disseminating knowledge: The role of the OECD in global governance. *European Political Science Review*, 1(1), 83–101.
- Marmot, M. G. (2004). Evidence based policy or policy based evidence? *BMJ*, 328(7445), 906–907. <https://doi.org/10.1136/bmj.328.7445.906>
- Maroy, C. et Mangez, C. (2008). “Rationalisation de l’action publique ou politisation de la connaissance ?” *Revue française de pédagogie. Recherches en éducation*, 164, 87–90. <https://doi.org/10.4000/rfp.2136>
- Mc Sween-Cadieux, E., Dagenais, C. et Ridde, V. (2018). A deliberative dialogue as a knowledge translation strategy on road traffic injuries in Burkina Faso: A mixed-method evaluation. *Health Research Policy and Systems*, 16(1), 113. <https://doi.org/10.1186/s12961-018-0388-8>

- McMichael, C., Waters, E. et Volmink, J. (2005). Evidence-based public health: What does it offer developing countries? *Journal of Public Health (Oxford, England)*, 27(2), 215–221. <https://doi.org/10.1093/pubmed/fdi024>
- Merry, S. E. (2016). Cultural Dimensions of Power/Knowledge: The Challenges of Measuring Violence against Women. *Sociologie Du Travail*, 58(4).
- Miller, C. A. (2007). Democratization, international knowledge institutions, and global governance. *Governance*, 20(2), 325–357.
- Moat, K. A., Lavis, J. N., Clancy, S. J., El-Jardali, F. et Pantoja, T. (2014). Evidence briefs and deliberative dialogues: Perceptions and intentions to act on what was learnt. *Bulletin of the World Health Organization*, 92(1), 20–28. <https://doi.org/10.2471/BLT.12.116806>
- Morgan, C. et Shahjahan, R. A. (2014). The legitimation of OECD's global educational governance: Examining PISA and AHELO test production. *Comparative Education*, 50(2), 192–205. <http://dx.doi.org/10.1080/03050068.2013.834559>
- Muhlen-Schulte, A. (2012). Full faith in credit? The power of numbers in rating frontier sovereigns and the global governance of development by the UNDP. *Journal of International Relations and Development*, 15(4), 466–485. <http://dx.doi.org/10.1057/jird.2012.3>
- Nature. (2017). How to avoid glib interdisciplinarity. *Nature*, 552(7684), 148–148. <https://doi.org/10.1038/d41586-017-08465-1>
- Oliver, K. et Pearce, W. (2017). Three lessons from evidence-based medicine and policy: Increase transparency, balance inputs and understand power. *Palgrave Communications*, 3(1). <https://doi.org/10.1057/s41599-017-0045-9>
- Ongolo-Zogo, P., Lavis, J. N., Tomson, G. et Sewankambo, N. K. (2018). Assessing the influence of knowledge translation platforms on health system policy processes to achieve the health millennium development goals in Cameroon and Uganda: A comparative case study. *Health Policy and Planning*, 33(4), 539–554. <https://doi.org/10.1093/heapol/czx194>
- Oxman, A. D., Lavis, J. N., Lewin, S. et Fretheim, A. (2009). SUPPORT Tools for evidence-informed health Policymaking (STP) 1: What is evidence-informed policymaking? *Health Research Policy and Systems*, 7(Suppl 1), S1. <https://doi.org/10.1186/1478-4505-7-S1-S1>
- Padovani, C. et Pavan, E. (2016). Global governance and ICTs: Exploring online governance networks around gender and media. *Global Networks*, 16(3), 350–371. <http://dx.doi.org/10.1111/glob.12119>
- Pang, T. (2007). Evidence to action in the developing world: What evidence is needed? *Bulletin of the World Health Organization*, 85(4), 247.
- Parkhurst, J. O. (2017). *The politics of evidence: From evidence-based policy to the good governance of evidence*. Routledge.

- Pinson, G. (2015). Gouvernance et sociologie de l'action organisée. *Action publique, coordination et théorie de l'État*. *L'Année sociologique*, Vol. 65(2), 483–516.
- Plamondon, K. M. et Pemberton, J. (2019). Blending integrated knowledge translation with global health governance: An approach for advancing action on a wicked problem. *Health Research Policy and Systems*, 17(24). <https://doi.org/10.1186/s12961-019-0424-3>
- Quark, A. A. (2012). Scientized politics and global governance in the cotton trade: Evaluating divergent theories of scientization. *Review of International Political Economy*, 19(5), 895–917.
- Rhodes, R. A. W. (2007). Understanding Governance: Ten Years On. *Organization Studies*, 28(8), 1243–1264. <https://doi.org/10.1177/0170840607076586>
- Ridde, V. et Dagenais, C. (2017). What we have learnt (so far) about deliberative dialogue for evidence-based policymaking in West Africa. *BMJ Global Health*, 2(4), e000432. <https://doi.org/courat>
- Rousselin, M. (2016). The Power of Legitimation: The Role of Expert Networks in Global Environmental Governance. *Journal of Environmental Policy & Planning*, 18(2), 197–213. <https://doi.org/10.1080/1523908X.2015.1065719>
- Rowley, J. (2007). The wisdom hierarchy: Representations of the DIKW hierarchy. *Journal of Information Science*, 33(2), 163–180. <https://doi.org/10.1177/0165551506070706>
- Sellar, S. et Lingard, B. (2013). The OECD and the Expansion of PISA: New Global Modes of Governance in Education. *British Educational Research Journal*, 40(6), 917–936. <http://dx.doi.org/10.1002/berj.3120>
- Sengupta, P. (2020). Open access publication: Academic colonialism or knowledge philanthropy? *Geoforum*. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2020.04.001>
- Shiffman, J. (2014). Knowledge, Moral Claims and the Exercise of Power in Global Health. *International Journal of Health Policy and Management*, 3(6), 297–299. <https://doi.org/10.15171/ijhpm.2014.120>
- Shiffman, J. (2015). Global Health as a Field of Power Relations: A Response to Recent Commentaries. *International Journal of Health Policy and Management*, 4(7), 497–499. <https://doi.org/10.15171/ijhpm.2015.104>
- Shroff, Z., Aulakh, B., Gilson, L., Agyepong, I. A., El-Jardali, F. et Ghaffar, A. (2015). Incorporating research evidence into decision-making processes: Researcher and decision-maker perceptions from five low- and middle-income countries. *Health Research Policy and Systems*, 13(70).
- Sparks, M. (2010). Governance beyond governments: the role of NGOs in the implementation of the FCTC. *Global Health Promotion*, 17(1_suppl), 67–72.
- Stevenson, H. (2016). The Wisdom of the Many in Global Governance: An Epistemic-Democratic Defense of Diversity and Inclusion. *International Studies Quarterly*, 60(3), 400–412. <https://doi.org/10.1093/isq/sqw027>
- Stoker, G. (1998). Governance as theory: Five propositions. *International Social Science Journal*, 50(155), 17–28. <https://doi.org/10.1111/1468-2451.00106>

- Sutcliffe, S. et Court, J. (2005). Evidence-Based Policymaking: What is it? How does it work? What relevance for developing countries? Department of international development of United Kingdom (DFID).
- Syed, S. B. et Hyder, A. A. (2007). Evidence to action needs research. *Bulletin of the World Health Organization*, 85(9), 732–732. <https://doi.org/10.1590/S0042-96862007000900020>
- Thakur, R. et Van Langenhove, L. (2006). Enhancing Global Governance Through Regional Integration. *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations*, 12(3), 233–240. <https://doi.org/10.1163/19426720-01203002>
- Tomson, G., Paphassarang, C., Jönsson, K., Houamboun, K., Akkhavong, K. et Wahlström, R. (2005). Decision-makers and the usefulness of research evidence in policy implementation—A case study from Lao PDR. *Social Science & Medicine*, 61(6), 1291–1299. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2005.01.014>
- Van Olmen, J., Marchal, B., Van Damme, W., Kegels, G. et Hill, P. S. (2012). Health systems frameworks in their political context: Framing divergent agendas. *BMC Public Health*, 12, 774. <https://doi.org/10.1186/1471-2458-12-774>.
- Weishaar, H., Collin, J., Smith, K., Grüning, T., Mandal, S. et Gilmore, A. (2012). Global health governance and the commercial sector: a documentary analysis of tobacco company strategies to influence the WHO framework convention on tobacco control. *PLoS medicine*, 9(6), e1001249.
- Weiss, T. G. (2009). What Happened to the Idea of World Government. *International Studies Quarterly*, 53(2), 253–271. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2478.2009.00533.x>
- Weiss, T. G. et Wilkinson, R. (2014). Rethinking Global Governance? Complexity, Authority, Power, Change. *International Studies Quarterly*, 58(1), 207–215. <https://doi.org/10.1111/isqu.12082>
- World Bank (1992), *Governance and Development*, World Bank, Washington, D.C.
- Yoon, S. (2010). Ideas, institutions, and interests in the global governance of epidemics in Asia. *Journal of Public Health*. <https://doi.org/10.1177/1010539510373131>
- Zapp, M. (2017). The World Bank and Education: Governing (through) knowledge. *International Journal of Educational Development*, 53, 1–11. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2016.11.007>

CITATION SUGGÉRÉE

Fillol, A. et Ridde, V. (2020). Gouvernance globale et utilisation des connaissances pour l'action : une revue de la portée interdisciplinaires des écrits. *Revue sur le transfert et l'utilisation des connaissances*, 4(2). <https://doi.org/10.18166/tuc.2020.4.2.15>



ISSN | 2369-8896

www.revue-tuc.ca



Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International

ANNEXE 1 : Liste des critères d'exclusion

Processus d'exclusion/inclusion (Résumé/Titre) : n=196

A - **Ne traite pas de la gouvernance globale** (n=88) : Ne concerne pas la gouvernance globale comme définie dans la méthode (traite de structures nationales sans influence internationale, relation bilatérale, niveau fédéral ou régional, traite uniquement un aspect administratif/organisationnel)

B - **Ne traite pas des connaissances ou stockage de l'information** (n=39) : Ne concerne pas les connaissances telles que définies ou bien elles ne sont pas au centre de préoccupation du document (par ex. : concerne les opinions d'un groupe sur un sujet mais pas leur utilisation ou production ou dissémination, traite de la place de la société civile/ONG mais pas de leurs connaissances, explique le processus démocratique sans parler des connaissances). Ou du stockage en ligne des données (dont plateformes internet)

C - **Traite d'un aspect du processus politique** (n=28) : Traite de *decision making/policy making*, de la construction sociale d'un problème politique/mise à l'agenda, des idées, des discours ou des normes mais pas de la place des connaissances explicites ou tacites dans ces processus

D - **Comprend les deux sujets mais aucun n'est vraiment au centre de la problématique** (n=10)

E - **Autre raison** (n=31) : erreur (par ex. : légitimation d'une structure mais aucun lien avec connaissances), centré sur les enseignants, traite des réseaux, mise à l'agenda de la sur la gouvernance

ANNEXE 2 : Description des textes retenus

	Titre et auteurs	Problématique/objectif	Théorie/Discipline/Concepts
Organisations internationales			
1	The OECD and the Expansion of PISA: New Global Modes of Governance in Education Sellar et Lingard, 2013	PISA est l'un des produits de l'OCDE connaissant le plus de succès et lui permettant d'exercer une influence dans le domaine de l'éducation. La demande d'expertise technique des organisations internationales a élargi la « boîte à outils des mécanismes de la gouvernance ». L'OCDE a défini ce qui comptait et l'a étendu à un nombre de pays encore plus important. Cela a créé de nouveaux modes de gouvernance épistémique et infrastructurelle pour l'OCDE dans l'éducation.	<u>GG*</u> : Gouvernance globale cognitive, normative, légale, palliative et épistémique et infrastructurelle de l'OCDE <u>K**</u> : PISA
2	Golden Relics & Historical Standards: How the OECD is Expanding Global Education Governance through PISA for Development Addey, 2017	Le texte vise à observer comment l'OCDE renforce sa gouvernance globale en étendant l'espace de ce qui est mesurable dans l'éducation et en y intégrant le programme PISA. Il y a une volonté d'étendre des standards au niveau global, car considérés comme les « étalons d'or », mais finalement ces standards sont considérés comme tels seulement, car l'organisation qui les produit (OCDE) est une organisation « or » avec une grande autorité. L'OCDE a créé une gouvernance globale infrastructurelle et épistémologique en alignant ou se substituant aux systèmes d'évaluation nationaux. C'est un alignement des manières de penser et d'agir en éducation.	Sociologie de la quantification <u>GG</u> : Gouvernance globale infrastructurelle et épistémologique de l'OCDE <u>K</u> : PISA et PISA-D
3	The World Bank and Education: Governing (through) knowledge Zapp, 2017	Le texte vise à étudier comment la Banque mondiale participe et domine la gouvernance globale en éducation, notamment depuis son « <i>knowledge turn</i> ».	<u>GG</u> : Mécanismes de la gouvernance de la Banque mondiale qui peuvent se décliner en coercitif/régulatif, normatif, cognitif/épistémique. Gouvernance <i>hard/soft</i> <u>K</u> : Les pratiques / activités autour des connaissances, c'est-à-dire production, gestion et transmission
4	The legitimization of OECD's global educational	Le texte vise à montrer que l'OCDE gagne de l'influence dans la façon de gouverner l'éducation car elle déploie des mécanismes de gouvernance éducative pour informer de « ce qui compte ».	Institutionnalisme sociologique et « <i>policy transfer</i> »

	governance: examining PISA and AHELO test production Morgan et Shahjahan, 2014		<u>GG</u> : Mécanismes de gouvernance globale de l'OCDE <u>K</u> : PISA et AHELO
5	Standardizing and disseminating knowledge: the role of the OECD in global governance Mahon et McBride, 2009	Les activités de production, de légitimation et d'application des connaissances sont des processus litigieux car la connaissance est associée au pouvoir. Ainsi, une organisation telle que l'OCDE qui crée, synthétise, légitime et dissémine les connaissances considérées comme utiles au niveau global joue un rôle émergent dans la gouvernance globale. L'OCDE a été la pionnière dans cette régulation globale par l'influence par le biais de programmes tels que PISA.	<u>GG</u> : Système avec modes de régulation de la gouvernance globale (inquisitif ou médiatif), pouvoir <u>K</u> : Les pratiques/activités autour des connaissances (étude de cas PISA)
6	Democratization, international knowledge institutions, and global governance Miller, 2007	L'auteur fait une démonstration de la manière dont les connaissances sont des sources de pouvoir significatives dans la société globale. Il pense qu'il faut davantage étudier les procédés par lesquels les institutions internationales produisent et valident les connaissances, comment elles traduisent leur expertise en pouvoir et autorité. Il faut étudier autant le « <i>knowledge-making</i> » que le « <i>policy-making</i> ».	Relations internationales <u>GG</u> : L'exercice du pouvoir, légitimité démocratique et redevabilité, autorité <u>K</u> : « <i>Knowledge-making</i> »
Technologies			
7	After decision-making: the operationalization of norms in International Relations Huelss, 2017	Ce texte vise à étudier comment les technologies de la gouvernance, qui sont définies comme les chiffres, les indicateurs ne permettent pas seulement de traduire des rationalités en pratique. Elles construisent leur normativité. L'exemple utilisé pour illustrer est celui des politiques des droits humains dans l'Union Européenne.	Théorie de la gouvernementalité (Foucault) / relations internationales <u>GG</u> : Moyen pour gouverner, transformer la société / gouvernance technique <u>K</u> : Indicateurs
8	Indicators as a Technology of Global Governance Davis, Kingsbury et Merry, 2012		<u>GG</u> : Moyens pour réguler personnes et ressources, un processus, des mécanismes, des technologies de la gouvernance <u>K</u> : Indicateurs
9	Examining the State: a Foucauldian perspective on international 'governance indicators'	Pour l'auteur, les indicateurs de la gouvernance constituent un système d'examen qui établit et/ou réaffirme des structures de hiérarchie et d'autorité dans le système international. Le lien entre les connaissances et le pouvoir est fort. Les examens internationaux	Théorie de la gouvernementalité (Foucault) / relations internationales

	Löwenheim, 2008	ne sont pas juste un service pour les gouvernements ou les commissions, ils sont ancrés dans un système de pouvoir et de domination et le renforcent.	<u>GG</u> : gouvernance en tant que capacités/performance, idée de bonne gouvernance / gouvernance technique <u>K</u> : Indicateurs quantitatifs
10	Full faith in credit? The power of numbers in rating frontier sovereigns and the global governance of development by the UNDP Muhlen-Schulte, 2012	L'auteur étudie le système de notation de crédit des États mis en place par les Nations Unies. Il explique que cet appui sur les nombres, s'il n'est pas nouveau, donne une tournure particulière à la gouvernance globale. La gouvernance globale est ainsi tournée vers la facilitation des transactions économiques plutôt que vers l'appui aux pays. Les chiffres ne sont pas neutres et s'appuient sur une rationalité spécifique, celle du développement du système capitaliste.	Théorie de la gouvernementalité (Foucault) / relations internationales <u>GG</u> : Développement multilatéral, atteinte de biens publics (peu défini), des technologies de la gouvernance <u>K</u> : Indicateurs quantitatifs
11	Cultural Dimensions of Power/Knowledge: The Challenges of Measuring Violence against Women Merry, 2016	Le document vise à comprendre comment les technologies de mesures et de catégorisation façonnent les connaissances et comment ces connaissances sont utilisées dans la gouvernance. L'hypothèse de l'auteure est que le pouvoir lié à la connaissance (pour sa production) façonne également les « <i>patterns</i> » de la gouvernance. La gouvernance internationale est un type de gouvernance parmi d'autres. Il existe plusieurs types de gouvernances émergentes (comme « <i>evidence-based</i> », le « <i>management-based</i> », etc.) qui sont basées sur les mesures et le « comptage ». Elles nécessitent la catégorisation, l'arrangement, la hiérarchisation.	<u>GG</u> : Résoudre des problèmes (violence femmes) <u>K</u> : Indicateurs quantitatifs
Connaissances et décisions/actions			
12	The Wisdom of the Many in Global Governance: An Epistemic-Democratic Defense of Diversity and Inclusion Stevenson, 2016	L'auteure a pour objectif de proposer des solutions pour démocratiser la gouvernance globale. Elle a développé un cadre épistémique-démocratique pour évaluer les institutions politiques et basé sur trois principes pour augmenter les chances de prendre les bonnes décisions : axer les actions sur le développement humain afin d'augmenter la possibilité de participation de chacun, augmenter la diversité interne cognitive, et augmenter les opportunités publiques pour partager les connaissances objectives et subjectives.	<u>GG</u> : Système de règles, de structure de processus qui façonnent les problèmes et solutions communes, donne lieu à des décisions <u>K</u> : Participation / démocratie épistémique (participation de tous aux activités de production, utilisation des connaissances pour les décisions)

13	Between efficiency, capability and recognition: competing epistemes in global governance reforms Chan, 2007	L'auteure analyse la place des valeurs, des pré-idées dans les systèmes de pensées (marché, droits humains, etc.) qui guident et dominant les décisions des réformes de la gouvernance globale. Elle étudie ces réformes comme des sites de contestation entre différentes « vérités ».	Théories de la justice sociale Sciences de l'éducation <u>GG</u> : Réformes des institutions de la gouvernance globale afin de résoudre des problèmes communs <u>K</u> : Épistémès (systèmes de vérité)
14	Knowledge in power: the epistemic construction of global governance Adler et Bernstein, 2004	Comprendre les bases constitutives de la gouvernance globale. Ces bases sont les capacités matérielles, les connaissances, la légitimité et la justice qui sont guidées par l'autorité, les « bonnes » pratiques, la validité épistémique et la raison pratique. Le pouvoir dans la gouvernance globale n'est pas uniquement matériel, il passe surtout par les systèmes de pensée, les épistémès alliés à ces capacités matérielles.	<u>GG</u> : Manière d'ordonner les « choses globales », très liée à la notion de pouvoir <u>K</u> : Épistémès, validité épistémique
15	Epistemic Subsidiarity – Coexistence, Cosmopolitanism, Constitutionalism Jasanoff, 2013	Comparaison de trois formes de subsidiarités épistémique dans trois contextes nationaux pour penser l'harmonisation des standards de risques internationaux. Ces standards dépendent des incertitudes politiques et technoscientifiques. Comment les différents cadres de « <i>public reasoning</i> »* qui sous-tendent la gouvernance internationale du risque peuvent se rencontrer, se faire opposition ou s'assembler. Comparaison des designs internationaux adoptés par les États pour le « <i>public reasoning</i> », qui impliquent les règles tacites et explicites pour produire les données probantes, solliciter les avis des experts, et garantir la voix du public. <i>* that is, how policy-relevant knowledge is generated, how it is evaluated for policy purposes, how scientific disputes are resolved, and how lay publics are engaged in decision-making.</i>	<u>GG</u> : Faits et valeurs utilisés pour définir des normes <u>K</u> : Subsidiarité épistémiques
16	Evidence-based medicine and the governance of pandemic influenza Kamradt-Scott, 2012	L'auteur étudie la manière dont la gouvernance globale a répondu aux différentes pandémies de grippe. Il observe que les réponses sont biomédicales et ne correspondent pas toujours aux besoins des pays et que la propagation du mouvement « <i>evidence-based medicine</i> » renforce ces réponses inadaptées.	<u>GG</u> : Réponse aux pandémies <u>K</u> : Types de connaissances utilisées
17	Scientized politics and global governance in the cotton trade: evaluating divergent theories of scientization Quark, 2012	L'auteure étudie la manière dont les décisions politiques sont de plus en plus « scientisées ». Elle observe trois approches pour étudier cette scientisation des décisions : l'approche de la politique mondiale (<i>world polity approach</i>), l'approche des systèmes mondiaux	<u>GG</u> : Arrangements de la gouvernance globale et décisions politiques <u>K</u> : Science et utilisation dans les décisions

		(<i>world-systems approach</i>) et la sociologie politique des sciences (<i>political sociology of science</i>).	
18	Blending integrated knowledge translation with global health governance: an approach for advancing action on a wicked problem Plamondon et Pemberton, 2019	Alimenter les étapes de l'IKT (<i>integrated knowledge translation</i>) avec les caractéristiques de la GHG (<i>global health governance</i>).	<u>GG</u> : Système polycentrique de prise de décision collective <u>K</u> : Transfert de connaissances intégré
19	Science diplomacy and transnational governance impact Legrand et Stone, 2018	Des coalitions d'acteurs sont créés pour répondre à des pathologies globales, ce qui crée de nouveaux réseaux d'influence. La diplomatie scientifique vise à développer les impacts de la science à travers ces nouveaux réseaux.	<u>GG</u> : Structures, processus de la gouvernance globale <u>K</u> : Diplomatie scientifique
Rôle des acteurs et des réseaux d'acteurs			
20	Producing the Climate: States, Scientists, and the Constitution of Global Governance Objects Allan, 2017	Comprendre la construction des objets de la gouvernance globale grâce à l'étude de la construction des problèmes à travers l'analyse de la coproduction entre la création des connaissances et la création de l'ordre politique et social.	<u>GG</u> : Un cycle pour construire/résoudre des problèmes <u>K</u> : Production/construction des connaissances
21	Constructing credibility: using technoscience to legitimate strategies in agrifood governance Bain et al., 2010	Comprendre comment les normes sont créées et légitimées et comment les « standards makers » utilisent les discours scientifiques pour étendre leur capacité et limiter la capacité des autres pour refaçonner les relations sociales, politiques, naturelles et économiques. Ceux qui font les "standards", qui deviennent crédibles s'appuient sur des normes technoscientifiques et des valeurs pour établir la crédibilité des standards et de leur autorité. Gouvernance globale agroalimentaire façonnée par paradigme technoscientifique qui dit que tous les problèmes peuvent être résolus par des approches modernes/rationnelles/réductionnistes. Explique comment les stratégies de la gouvernance sont légitimées.	<u>GG</u> : Multiples acteurs, pratiques, institutions, et leurs interactions pour réguler le secteur agroalimentaire <u>K</u> : Utilisation des connaissances pour légitimer des décisions
22	The Power of Legitimation: The Role of Expert Networks in Global Environmental Governance Rousselin, 2016	Étudier le rôle de l'expertise dans l'implantation des normes internationales. Le processus de définition des normes est caractérisé par la production, l'articulation et la contestation des revendications de connaissances de différentes sources.	<u>GG</u> : Contexte, moyen de réguler un secteur <u>K</u> : Experts et sources de connaissances

23	Agri-food governance and expertise: the production of international food standards Lee, 2009	Discute la place des communautés épistémiques dans la mise en place des indicateurs dans l'organisation internationale. Importance de la contestation.	<u>GG</u> : Régulation d'un secteur <u>K</u> : Experts et communautés épistémiques
24	The uses of disorder in negotiated information orders: information leveraging and changing norms in global public health governance Heimer, 2018	Analyser comment les informations sont diffusées selon un ordre négocié (priorité donnée) qui dépend de la façon dont sont fournies et considérées les informations par et dans les organisations de la gouvernance globale. Comprendre comment certaines « non-informations » peuvent influencer ce qui sera considérée comme une information socialement suffisante et la façon dont les normes globales se réalignent en fonction.	<u>GG</u> : Ensemble d'organisations avec des enjeux de pouvoir qui intervient pour gérer une crise sanitaire <u>K</u> : Différents types de connaissances, processus de légitimation, réseaux sociaux (outils de diffusion)
25	Global governance and ICTs: exploring online governance networks around gender and media Padovani et Pavan, 2016	Les auteures ont étudié comment, sur les médias en ligne, les acteurs influençaient les problèmes et les enjeux en ce qui concerne le genre. Elles ont observé différents types de pouvoir qui reflètent divers modes d'engagement des acteurs. Les médias en ligne permettent de modifier les rapports de pouvoir entre les acteurs.	<u>GG</u> : Processus de la gouvernance comme les principes, les idées, les tendances et les normes, dimension communicative de la gouvernance <u>K</u> : Technologies d'informations et de la communication (TIC)

*GG = Gouvernance globale (Global governance)

**K= Connaissances (Knowledge)